

Motion votée par l'AG du 12 février au siège du CNRS

Nous, personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche, sommes partie prenante du mouvement actuel de grève illimitée dans les universités pour la défense du service public d'enseignement supérieur et de recherche. Nous soutenons l'ensemble des revendications portées par la coordination nationale des universités telles qu'elles ont été exprimées lors de l'AG de la coordination du 11 février. Dans le cadre de ce mouvement, nous sommes réunis en AG pour défendre l'ensemble des EPST, et notamment le CNRS, premier organisme public de recherche français.

Le démantèlement des organismes de recherche est engagé. La transformation du CNRS en agence de moyens, brutalement exigée par le Président de la République le 22 janvier 2009, est actuellement mise en oeuvre avec la complicité active de la direction de l'organisme. Nous, personnels des laboratoires propres ou associés, refusons la mort du CNRS et appelons à une riposte concertée des laboratoires impliquant toutes les catégories de personnels (statutaires et non statutaires). Nous ne nous contenterons pas de simples affirmations ni de pseudo concertations ou médiations. Nous exigeons des décisions effectives qui montrent de façon incontestable un réel changement d'orientation.

Nous voulons :

- Un CNRS intégralement rétabli dans son rôle d'opérateur de recherche et l'abandon de la transformation du CNRS en instituts devenant agences de moyens.
- Le rétablissement de TOUS les postes supprimés dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche ; la conversion des "post-doc CNRS" récemment supprimés en postes statutaires ; la suppression des chaires mixtes universités/organismes (au profit d'une vraie politique de délégation et de détachement) ; l'annonce d'un plan pluriannuel pour l'emploi.
- Le reversement des moyens de l'ANR aux organismes et aux universités.
- La restitution au CoNRS (Comité National de la Recherche Scientifique) de l'intégralité de ses prérogatives.
- L'abandon de toute politique de désassociation et donc le maintien des UMR permettant une coopération fructueuse entre universités et organismes.
- L'abandon de la politique de mutualisation et de fusion forcée des unités.

Jusqu'à ce que ces objectifs soient atteints, nous cessons à ce jour toute collaboration avec une direction d'organisme à l'égard de laquelle nous exprimons notre défiance. Nous appelons :

- Au boycott de l'AERES : refus d'être expert individuellement pour l'AERES et refus des laboratoires d'être évalués par toute autre instance que le CoNRS.
- Au boycott de l'évaluation des projets ANR.
- Au boycott des jurys de chaires mixtes universités/organismes (anciennement dites d'excellence).
- A la grève des cours.
- Au blocage des CA du CNRS appelés à entériner les transformations en cours.

L'AG demande aux sections du CoNRS d'assurer le suivi de ce mouvement et de soutenir et d'encourager les personnels et les laboratoires dans ces actions.

L'AG appelle l'ensemble des personnels des laboratoires des EPST, toutes catégories confondues, à amplifier la mobilisation en désignant des délégués représentant toutes les catégories, titulaires et précaires, pour un rassemblement national des labos afin de porter à l'Elysée le refus solennel du démantèlement des organismes et l'exigence d'ouverture immédiate des négociations sur les postes et les carrières.

Nous appelons l'ensemble des personnels à rejoindre les manifestations appelées par la coordination et notamment la manifestation nationale du jeudi 19 février.